



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE FOURNITURE

ACQUISITION DE VÉHICULES TOUT-TERRAIN DE PREMIÈRE INTERVENTION SUR FEU DE FORET

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS N° 2026-8702-001 et marché subséquent 1

Objet de la consultation

Les prestations du présent accord-cadre portent sur la fourniture (acquisition) de véhicules de type pickups DFCI.

Ces véhicules sont destinés aux patrouilles de première intervention sur feu de forêt ou de végétation naissant, mises en œuvre par l'ONF dans le cadre de sa mission de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Midi-Méditerranée
Agence DFCI
46 avenue Paul Cézanne
CS 80411
13098 AIX EN PROVENCE

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie Metrich-Hecquet, Directrice Générale de l'Office National des Forêts.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, Agence DFCI, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 46 avenue Paul Cézanne – CS 80411 – 13098 Aix-en-Provence Cedex 2.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

Mme Caroline NARDELLI
Cheffe du service soutien de l'agence DFCI Midi-Méditerranée de l'ONF
ONF - Délégation Nationale aux Risques Naturels
101, chemin San Peyre - 83220 LE PRADET
Téléphone : 06.98.56.83.24 - Email : caroline.nardelli@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret relatif aux marchés publics (nantissements ou cessions de créances)

Mme Catherine LEPETIT
Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF – Agence Comptable Secondaire
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

M. Benoît REYMOND
Expert National DFCI
ONF - Délégation Nationale aux Risques Naturels
46, avenue Paul Cézanne - CS 80411 - 13097 Aix-en-Provence Cedex 02
Téléphone : 06 70 68 95 63 - Email : benoit.reymond@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :

Mme Sabrina LEBEAU
Responsable territoriale Achats - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF – SERVICE FINANCIER - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 09 31 14 29 - Email : sabrina.lebeau@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est :

Mme Catherine LEPETIT
Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet de l'accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre portent sur l'acquisition de véhicules de type « pickups DFCI* ».

Ces véhicules sont destinés aux patrouilles de première intervention sur feu de forêt ou de végétation naissant, mises en œuvre par l'ONF dans le cadre de sa mission de *Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

Ces véhicules sont destinés à l'agence DFCI de l'ONF.

Les services utilisateurs sont répartis sur l'emprise de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée.

A la marge, le présent marché pourra également concerner l'acquisition de véhicules destinés à d'autres services de l'ONF en charge de DFCI sur le territoire national.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives générales des Fournitures Courantes et Services 2021 (CCAG-FCS).

2.2 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire est la suivante :

34100000-8	Véhicules à moteur
34113000-2	Véhicules à quatre roues motrices
34113200-4	Véhicules tout terrain
34144700-5	Véhicules utilitaires
35111200-7	Équipement de lutte contre l'incendie

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord cadre s'exécutant via la conclusion de marchés subséquents. Conformément aux dispositions des articles R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique.

Le marché est composé d'un lot unique.

L'objet du marché ne permet pas l'allotissement.

N° du lot	Objet du lot
Lot 1	VÉHICULES TOUT-TERRAIN DE PREMIÈRE INTERVENTION SUR FEU DE FORET

3.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents prennent la forme d'un marché ponctuel conclu à prix global et forfaitaire.

3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

L'accord cadre sera attribué à maximum 2 candidats. Ces candidats seront remis en concurrence en fonction des besoins.

3.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront attribués à un seul candidat.

Les bons de commande seront attribués au candidat le mieux disant à hauteur du stock disponible, puis au second à hauteur du stock disponible.

3.5 Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord cadre est passé pour une durée d'un an ferme à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement trois (3) fois un an pour une durée maximale de quatre (4) ans.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre

3.6 Durée des marchés subséquents

La durée sera fixée dans chaque marché subséquent.

3.7 Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Les prestations objet de l'accord-cadre sont exécutées sur le territoire métropolitain. Les lieux de livraison seront précisés dans chaque marché subséquent.

3.8 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé avec les quantités maximum annuelles suivantes :

N° du lot	Objet du lot	Quantité annuelle minimum de commande	Quantité annuelle maximum de commande
Lot 1	VÉHICULES TOUT-TERRAIN DE PREMIÈRE INTERVENTION SUR FEU DE FORET	5	15

3.9 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des accords-cadres (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.10 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles. Les variantes ne sont pas autorisées.

3.11. Modifications ou remplacement d'un produit

De manière exceptionnelle, en cas de modification des caractéristiques ou de disparition du matériel, le titulaire proposera un produit de remplacement équivalent au prix du matériel commandé.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de remplacer le matériel par un produit de catégorie équivalente, il propose un produit à caractéristiques supérieures les plus proches. L'ONF acceptera pour ces produits une augmentation de prix par rapport au tarif du produit à remplacer de maximum 15 %. Cette augmentation devra être argumentée auprès de l'ONF. Le bordereau des prix unitaires (BPU) sera éventuellement modifié en conséquence.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter cette proposition et de supprimer de l'accord-cadre la fourniture des véhicules concernés sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

La modification est constatée par échange de courrier électronique entre le titulaire et la personne ONF en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre (annoncé dans l'article 1.3 du présent CCATP) et par substitution du bordereau des prix unitaires.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4-1 du CCAG-FCS (fournitures courantes et services), les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Accord-cadre :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles modifications ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le CCAG 2021 applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (désigné ci-après CCAG-FCS) ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

Marché subséquent :

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles modifications ;
- L'offre financière détaillée ;
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- Le mémoire Mémoire technique ;
- Le calendrier de livraison proposé par le titulaire.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre. A noter, le CCAG étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1. Passation des commandes

Les commandes sont notifiées au titulaire du lot grâce à des bons(s) de commande établi(s) par l'ONF et transmis par courriel. Le délai de livraison contractuel commence à courir à cette date.

Tout bon de commande signé et adressé au titulaire d'un lot vaut ordre de service pour la livraison des véhicules ou matériels, objet de la commande. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire devra accuser réception par retour de courriel desdites commandes auprès des services spécifiés sur le bon de commande dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date de réception de cette commande.

5.1.2. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre son exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la personne publique.

A l'expiration de cette durée, l'ONF :

- Soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension,
- Soit émet, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande modificatif qui modifie et remplace le bon de commande suspendu,
- Soit interrompt de façon définitive l'exécution d'un bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.1.3. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celle-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

5.1.4. Annulation d'un bon de commande

Si l'ONF constate que le délai de livraison prévu à l'accord-cadre est dépassé, et que ce retard est supérieur à deux mois, il se réserve le droit d'annuler ce bon de commande, sans indemnité.

5.2. Modalités de livraison

Les véhicules et les matériels devront être livrés avec les spécifications techniques particulières telles que précisées au cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

5.3. Délais de livraison

Au moment de la consultation pour la conclusion de l'accord-cadre subséquent, il sera demandé aux soumissionnaires de proposer un calendrier de livraison.

Ce calendrier sera une pièce constitutive de l'accord-cadre subséquent.

L'écoulement du délai s'interrompt lorsque le titulaire livre l'ONF à l'adresse de livraison prévue dans le bon de commande (au cas où le pouvoir adjudicateur a choisi une livraison sur site ONF ou sur chantier).

De plus, le titulaire s'engage à prévenir par courriel le chargé d'exécution du marché des dates de livraisons, une semaine avant celles-ci. En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

5.4. Conditions de livraison

Les véhicules sont livrés, préparés, et pourvus de 30,00 € de carburant dans le réservoir, clés en main ; les plaques d'immatriculation sont posées. Les véhicules doivent être à l'état neuf, en état de marche, conformes à la réglementation française, conformes à la commande et aux spécifications demandées.

Les opérations de vérification sont effectuées par l'ONF conformément à l'article 27 du CCAG-FCS. La réception des véhicules équipés se fera à l'adresse de livraison communiquée à la notification.

5.5. Livraisons – Vérification – Responsabilité

Les livraisons sont faites selon les dispositions suivantes :

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures seront effectuées sur les lieux de livraison. La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 10 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci seront remplacées dans les 10 jours calendaire suivant le jour de la vérification.

L'admission des fournitures sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

Sauf faute ou négligence de l'ONF, le titulaire garantit l'ONF contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de ses préposés, y compris le recours de tiers. Le titulaire s'assurera que pas ses interventions, il ne dégrade aucune installation ou dispositif en place sur le site de son intervention, quel qu'en soit leur propriétaire.

5.6. Garanties

Les véhicules font l'objet, après admission, de la garantie prévue par le titulaire du lot dans son offre.

6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES - Marché subséquent n° 1

Compte tenu du contexte de la crise mondiale touchant le secteur automobile, il ne sera pas tenu compte des éventuelles absences d'équipements d'importance secondaire sur le véhicule porteur. Mais il sera obligatoire de fournir toutes les explications techniques et économique sur l'absence de ces équipements. Toutefois, ce défaut d'équipement ne peut d'appliquer aux éléments de sécurité obligatoires selon les réglementations en vigueur sur le territoire.

Acquisition de 6 véhicules de type 'pickups DFCI'*

6.1. Caractéristiques du lot 1

Caractéristiques du véhicule porteur

Le véhicule d'intervention est un pickup 4X4 2+2 places, destiné à une utilisation sur pistes forestières tout-terrain et pistes complexes. Ces principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Caractéristiques réglementaires**
 - Le véhicule est un pickup, idéalement à cabine approfondie équipé de 2 places + 2 places additionnelles. En cas d'indisponibilité, il pourra être accepté une version double cabine réhomologué en 2 places ;
 - Le véhicule doit pouvoir être conduit par des titulaires du permis de conduire catégorie B ;
 - La masse maximale techniquement admissible du véhicule doit être inférieure ou égale à 3,5 tonnes ;
 - La charge utile restante (avec chauffeur et passager à bord ainsi que pleins de fluides faits) doit permettre l'installation du kit et de l'ensemble des accessoires décrits ci-après

tout en garantissant que la MMTA/PTAC reste en-deçà de la valeur d'homologation du véhicule. La charge utile nécessaire pourra être atteinte :

- Soit par l'homologation du véhicule porteur avec une valeur de MMTA/PTAC maximale, voisine de 3,5 tonnes ;
 - Soit par le démontage de la benne d'origine pour garantir le gain de poids nécessaire. Dans ce cas, un dispositif de fixation du kit - de type plateau ou faux châssis - sera prévu et la modification du genre du véhicule sera incluse dans la prestation. La fourniture d'un plateau/ridelles tous usages pouvant prendre la place du kit hors saison opérationnelle sera à chiffrer en option, pour remplacer la fonctionnalité de la benne d'origine ;
 - Le candidat pourra faire une autre proposition technique allant dans le même sens de réduction de la masse du véhicule de base au profit de la charge utile tout en garantissant son homologation et en la prenant en charge dans la prestation.
- Tous les véhicules doivent contenir les équipements obligatoires de sécurité pour les véhicules circulant sur le territoire national ;
 - Tous les véhicules doivent être équipés obligatoirement d'une roue de secours normale, avec un cric à pied large et une clé en croix renforcée ;
 - Tous les véhicules doivent être garantis au moins 3 ans avec kilométrage illimité ou 100 000 kms (garantie pièces et main d'œuvre) ;
 - Tous les véhicules doivent être garantis au moins 3 ans pour la peinture avec kilométrage illimité ;
 - Tous les véhicules doivent être garantis au moins 5 ans contre la corrosion avec kilométrage illimité ;
 - Tous les véhicules doivent être livrés avec la moitié du plein de carburant (ou la moitié de la charge de la batterie le cas échéant) ;
 - Tous les véhicules doivent répondre aux exigences de la norme EURO d'émissions de polluants en vigueur au moment de la commande ;
 - Tous les véhicules sont livrés avec leur notice d'utilisation ;
 - Tous les véhicules sont livrés avec le carnet d'entretien et la liste des garages agréés par la marque ;
 - La prestation comprend la démarche d'immatriculation du véhicule (prestation d'établissement du certificat d'immatriculation) ;
 - Tous les véhicules sont livrés avec des plaques d'immatriculation conformes à la réglementation (avec le numéro du département et le logo de la région où le véhicule est livré).
- Équipements de sécurité
 - ABS avec répartiteur électronique de freinage ou équipement similaire ;
 - Aide au démarrage en côte ;
 - Airbags frontaux et latéraux conducteur et passager avant ;
 - Anti-démarrage électronique ou tout autre système sécurisé ;
 - Appui-tête avant ;
 - Barres de renfort dans les portes avant ;
 - Ceintures de sécurité 3 points avec prétensionneurs ;
 - Climatisation manuelle ou automatique ;
 - Colonne de direction rétractable en cas d'accident ou système similaire ;
 - Coque à zones de déformation programmée en cas d'accident ou système similaire ;
 - ESP ou système similaire ;
 - Bluetooth ;
 - Ordinateur de bord avec indication d'autonomie de carburant ;
 - Sonde ou capteur de température extérieure avec alerte au verglas au tableau de bord ou logo ;
 - Vitres teintées conforme à la réglementation (vitrage teinté de série) ;
 - Voyant d'alerte et/ou alarme de bouclage de ceinture conducteur et passager ;
 - Extincteur 2 kg à poudre, avec support adapté métallique, positionné dans la cabine de façon à être accessible le plus facilement possible.
 - Équipements de base
 - Autoradio avec deux haut-parleurs et antenne extérieure ;
 - Prise 12V type allume-cigare dans la cabine de conduite ;
 - Boîte à gants fermée ;
 - Bouchon antivol de carburant ou tout autre système sécurisé ;

- Compte-tours ;
 - Vitrage arrière ;
 - Direction assistée ;
 - Fermeture centralisée des portes ;
 - Freins à disques sur les roues avant ;
 - Grille de protection de la lunette arrière ;
 - Rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur (réglage électrique ou manuel) ;
 - Siège conducteur réglable en hauteur et en profondeur ;
 - Vitres avant électriques ;
 - Volant réglable en hauteur.
- Motorisation
 - Tous les véhicules doivent être équipés d'une motorisation thermique (de préférence diesel). Les différentes déclinaisons du thermique (micro-hybride, HEV, PEHV...) sont acceptées. Une motorisation 100% électrique (EV) avec minimum 230km d'autonomie selon norme WLTP pourra être proposée en variante, en précisant les contraintes que cela pourrait apporter sur les différentes caractéristiques demandées dans le présent CCATP (dont possibilité de renforts de suspension, garde au sol, charge utile, capacité de traction d'une remorque...) et leur impact sur l'autonomie.
 - Puissance administrative : 11 CV maximum ;
 - Cylindrée : 3 000 cm³ maximum ;
 - Tous les véhicules sont des véhicules à transmission commutable 4x2 / 4x4 / 4x4 rapports courts ;
 - Tous les véhicules sont équipés d'une boîte de vitesse de préférence manuelle, ou automatique en cas d'indisponibilité ;
 - Tous les véhicules sont équipés d'un blocage de différentiel arrière.
- Caractéristiques techniques
 - Renforcement des suspensions afin que le véhicule soit apte à supporter une charge maximale en utilisation intensive (par ajout de lames supplémentaires et/ou changement des amortisseurs et/ou changements des ressorts et/ou dispositif pneumatique, etc....) ;
 - Garde au sol de 200 mm minimum sous plaque de protection carter, la hauteur mesurée est celle entre la plaque de protection et l'asphalte. Le mode de calcul de la garde au sol prend en compte les éléments ci-dessous :
 - Elle doit être mesurée en millimètres ;
 - Hauteur entre l'asphalte et la plaque de protection carter ;
 - Hauteur entre l'asphalte et le point le plus bas du bouclier avant ;
 - Véhicule sur route goudronnée ;
 - Pneus gonflés à froid en charge normale (avec un poids de 75 kg au niveau du siège conducteur) ;
 - Réservoir de carburant mi-plein ;
 - Pneus tout-terrain avec un indice de charge adapté au véhicule sous contrainte maximale de poids ;
 - Protection minima du carter, des boîtes de vitesses et de transfert, et du réservoir par des plaques de préférence en aluminium de 6 mm d'épaisseur minimum, ou en acier de 2 mm d'épaisseur minimum ;
- Dimensions du plateau
 - Longueur utile minimale du plateau : 1 700 mm ;
 - Largeur minimale utile du plateau : 1 400 mm ;
 - Largeur minimale au niveau du passage des roues : 1 000 mm.

Caractéristiques techniques du kit incendie

Le kit est destiné à mener une première intervention sur feu de forêt ou de végétation naissant. Il doit être amovible et adaptable sur le plateau du pickup porteur défini ci-dessus. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- Le kit doit être monobloc ;
- Le système de fixation doit se faire par points d'ancrage consolidés pour éviter l'arrachement de la tôle du plateau ou du faux châssis, et doit permettre le démontage du kit sans outils (ou

outillage simple). Les kits seront équipés de quatre anneaux de levage permettant le levage du kit vide en équilibre.

- Le plateau doit être également pourvu de passage pour fourches aux fins d'enlèvement par chariot élévateur ou tracteur muni de fourche ;
- La partie hydraulique dispose des fonctionnalités suivantes :
 - Ligne d'alimentation/aspiration avec 1 entrée de remplissage/vidange réservoir (vanne ¼ de tour + DSP65), 1 alimentation sur réservoir (vanne ¼ de tour), 1 alimentation en direct extérieure par aspiration (vanne ¼ de tour + DSP65) ;
 - Ligne Refoulement : 1 sortie dévidoir semi rigide, 1 sortie directe (vanne ¼ de tour + DSP45), 1 retour réservoir (pour la circulation d'eau dans la pompe et éviter l'échauffement + permettre le remplissage du réservoir via la motopompe)
- Le kit doit disposer d'un projecteur arrière de travail orientable ;
- Les vannes, raccords nécessaires au fonctionnement du kit ainsi que la manœuvre de la motopompe se font par l'arrière du véhicule et sont accessibles depuis le sol (personne debout) ;
- La cuve doit être :
 - D'une contenance la plus importante possible dans la limite de la charge utile maximale admise du véhicule, et au minimum de 600 litres ;
 - En aluminium, en inox ou en polyéthylène haute densité (PEHD) ;
 - Munie d'un trou d'homme diamètre 400 mm minimum avec couvercle à ouverture rapide muni d'un raccord de remplissage intégré ou tout autre système similaire ;
 - Équipé d'une jauge de niveau ou à niveau visible ;
 - Munie d'une vanne de vidange avec un dispositif d'évacuation de l'eau ;
 - Multi-cloisonnée ou partitionnée afin de limiter au maximum le tangage de l'eau ;
 - Munie d'entrées filtrées ;
- Une motopompe de préférence diesel (essence acceptée si diesel non disponible) basse pression pourvue d'un démarreur autonome électrique et manuel, connecté à l'alimentation électrique du véhicule par câblage ad hoc. En option, une version du kit avec un groupe motopompe électrique de performances voisines devra être proposée ;
- La motopompe devra établir un débit/pression permettant d'assurer l'alimentation simultanée de 2 lances, 1 sur le dévidoir semi rigide, l'autre sur la sortie directe (et le traitement d'une durée maximale pour une pression maximale adaptée) ;
- Le kit est muni d'un dispositif d'aspiration permettant son remplissage à partir d'un plan d'eau ou d'une citerne enterrée. Un système d'amorçage par pompe manuelle ou électrique sera prévu ;
- Le kit est doté des accessoires suivants :
 - Dévidoir tournant manuel, équipé de 40 m de tuyau semi-rigide armé DN 25 en deux longueurs maxi ;
 - Zone de rangement au-dessus de la cuve ;
 - 2 x 20 m minimum en tuyau souple PIL diamètre 45 mm à raccord DSP ;
 - Lance à débit variable ou permettant plusieurs modes de débit ;
 - Tuyau pour remplissage à raccord DSP ;
 - Kit aspiration (tuyaux rigides de 6 mètres + crépine à clapet de pied) ;
 - 2 clés tricoises ;
 - 1 clé de poteau ;
 - Un kit de fusibles de remplacement selon installation ;
- Le candidat pourra proposer jusqu'à 6 versions différentes de kit, toutes répondant au présent cahier des charges, en combinant les matériaux de cuves et les différents types de motopompe. Ces Différentes versions seront détaillées et chiffrées dans le BPU.

Le titulaire doit procéder au premier montage du kit dans la benne du pickup. Suite à la livraison, le titulaire forme les personnels à l'utilisation du kit, à sa pose et sa dépose ainsi qu'à sa maintenance préventive.

Le titulaire met à disposition de l'ONF une assistance pour les interventions de maintenance curative. Le détail des processus mis en place dans le cadre de cette maintenance curative est détaillé au mémoire technique.

Couleur :

Pour la commande principale, les véhicules sont peints à l'extérieur de couleur jaune RAL 1021 (correspondant au jaune DFCI), et les surfaces principales du kit incendie doivent être recouvertes de peinture époxy jaune RAL 1021.

Toutefois, afin de permettre de façon exceptionnelle de commander un véhicule et un kit blancs, le coût de la peinture sera chiffré séparément dans le BPU.

A la commande, il pourra être demandé au fournisseur la pose d'autocollants de portières, avec logotype ONF, et ce sans surcoût.

Caractéristiques techniques des accessoires

Le véhicule porteur destiné à l'intervention sur feu de forêt ou de végétation naissant sera équipé d'accessoires dont les principales caractéristiques sont les suivantes.

Coupe-circuit général :

- Un coupe-circuit général sera installé dans l'habitacle, afin d'isoler l'ensemble des équipements électriques rajoutés (kit et accessoires) de la batterie du véhicule quand celui-ci est à l'arrêt. Un système équivalent de protection électronique de la batterie pourra être proposé.

Signalisation :

- Gyrophare bleu à LED installé sur le toit du véhicule ;
- 2 feux de pénétration à LED installés sur la partie avant du véhicule ;
- Sirène 2 tons tonalité pompiers ;
- Boîtier de pilotage de l'ensemble de ces accessoires ou boutons de commandes avec témoins de fonctionnement et indicateur d'accessoires, installés dans l'habitacle et manipulable par le conducteur et le passager.

Pré-équipement radio :

- Fourniture et installation antenne radio (Antarès/analogique précisé à la commande) et précâblage sur le véhicule porteur ;
- Précâblage alimentation électrique depuis la batterie du véhicule pour alimentation du poste radio.

Ces accessoires feront l'objet d'un chiffrage à part dans le BPU de façon à avoir la possibilité dans certains cas de ne pas les commander.

Les options suivantes seront proposées et chiffrées dans le BPU par le candidat. Le choix des options retenues sera précisé lors de la commande de chaque véhicule :

- Installation d'un support de tablette de géolocalisation dans l'habitacle (support fourni par l'ONF) ;
- Fourniture et pose d'un crochet d'attelage mixte ;
- Fourniture d'un plateau/ridelles tous usages pour remplacer les fonctionnalités de la benne d'origine en cas de démontage, fixation à la place du kit selon les mêmes modalités d'ancrage. Le plateau sera muni de ridelles de 450 mm de hauteur, face avant et côtés fixes, face arrière basculante.

6.2. Délai de livraison

Les candidats s'engageront sur une date de livraison dans leur offre et au plus tard le 15/06 de l'année courante.

La livraison pour les 6 véhicules du marché subséquent 1 est prévue dans les Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence.

6.3. Conditions de livraison

Se référer aux conditions de l'article 5 du présent CCATP.

6.4. Formation des utilisateurs et mécaniciens

La formation des utilisateurs aura lieu à l'occasion de la première mise en route (peut être effectuée le même jour que la livraison).

Une formation spécifique mécanique d'une journée, à l'intention des mécaniciens ONF aura également lieu en atelier, dans un délai de 6 mois après livraison.

6.5. Garantie technique des engins

L'engin fera l'objet, après admission, de la garantie prévue par le titulaire de l'accord-cadre dans son offre. La garantie minimale est d'un an, mais la proposition d'une garantie plus longue sera appréciée.

Conditions d'exercice de la garantie :

Pendant la période de garantie, les pièces, la main-d'œuvre et les déplacements (déplacement d'un opérateur ou transport du kit vers l'atelier du fournisseur) pour les opérations d'entretien seront à la charge du fournisseur (seuls les consommables étant à la charge de l'ONF).

En cas de panne pendant la période de garantie, le transport si nécessaire du kit vers un atelier du fournisseur sera à la charge de ce dernier.

7 CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ;
- ✓ Intégration, de fourniture de nouveaux véhicules nécessaires à l'objet du présent accord-cadre (notamment des véhicules VFE, véhicules électriques, hybrides et autres...) ;
- ✓ Ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- ✓ Reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- ✓ Des modifications de faibles montants ;
- ✓ Des modifications non substantielles, quel qu'en soit leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ La personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ La forme de l'entreprise ;
- ✓ La raison sociale ou dénomination ;
- ✓ L'adresse ;
- ✓ Le capital de l'entreprise ;
- ✓ L'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ De façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

8 PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix de règlement de chaque commande sont déterminés en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires décrits au bordereau des prix unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA, et avec TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent accord-cadre.

8.3. Modalités essentielles de paiement

8.3.1. Facturation

Mentions sur toutes les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture ;
- Numéro de facture ;
- Identité du titulaire ;
- Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel) ;
- Adresse du siège social ;
- Adresse de facturation (si différente) ;
- Numéro de SIREN ou SIRET, code NAF, etc...
- Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants) ;
- Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans) ;
- Forme juridique et capital social (pour les sociétés) ;
- Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement) ;
- Identité de l'ONF ;
- Adresse du service ayant passé la commande ;
- Adresse de facturation (si différente) ;
- Renseignements propres à la prestation ;
- Description détaillée de la prestation ;
- Numéro de l'accord-cadre (numéro en 46XXXXXXXXXX) ;
- Numéro de bon(s) de livraison
- Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Les quantités si pertinentes ;
- Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

Transmission des factures à destination de l'ONF

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail Chorus Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

8.3.2. Facturation électronique : via l'outil Chorus pro

L'utilisation par les titulaires du portail Chorus Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription, il permet de :

- Déposer ou suivre une facture ;

- Suivre le traitement de ses factures ;
- Ajouter des pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.
Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement RLS.
- 2) Un mode « portail » nécessitant de la part de l'émetteur :
 - Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.
- 3) Un mode « service » nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation de son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr> :
 - o Le **Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller (disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés) ;
 - o **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») ;
 - o Saisir une sollicitation :
 - En mode connecté : **Saisir une sollicitation** (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro ;
 - En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de la page d'accueil du portail Chorus Pro.
- Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

8.3.3. Mentions spéciales Chorus pro

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4501XXXXXXXX
- Numéro d'identification :

SIRET	Libellé
66204311601305	Direction Territoriale Midi-Méditerranée

- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.3.4. Modalités de paiement

Sauf mention contraire, le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait.

8.3.5. Délai global de paiement de l'ONF

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de premier rang).

9 PÉNALITÉS

9.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé depuis un mois par le fait du titulaire d'un lot de l'accord-cadre, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable 10 euros HT par jour ouvré de retard.

Si un retard de livraison supérieur à 6 mois pour un véhicule commandé est constaté, l'ONF se réserve la possibilité d'annuler ledit bon de commande, comme le prévoit l'article 5.1.3 du présent CCATP.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des faits ayant engendré ce retard.

9.2. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS les pénalités applicables au titulaire du lot sont plafonnées à 5 % du montant par bon de commande.

9.3. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, le montant de celle-ci sera émis sous le format d'un titre de recette émis par l'ONF.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF se chargera de les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

9.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

10. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions :

- Du code de la commande publique ;
- Du CCAG applicable aux accords-cadres publics de fournitures courantes et services.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent accord-cadre est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

11 ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

12 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

L'ONF s'engage au titre de sa politique environnementale à prendre en compte les enjeux environnementaux, notamment pour satisfaire aux exigences des certifications de gestion forestière durable.

En conséquence l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services, etc..., qu'ils respectent les spécifications environnementales figurant à l'article n°6 du présent CCATP.

13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

13.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

13.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche ; sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143.3, L143-5 et L 620-3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions de présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

13.3. Travailleurs d'aptitude physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

14 PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article 51-II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres publics, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

À défaut, le titulaire pourra encourir des pénalités conformément aux dispositions de l'article 8.2 ci-dessus ou le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

15 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est résiliable dans les conditions prévues à l'article 29 à 36 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

16 DÉROGATION AU CCAG-FCS

CCAP		CCAP-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
9	Pénalités pour retard	9	Pénalités pour retard